

**Nouveauté dans la collection *Insee Références***

**Trente ans de vie économique et sociale**

**Pour la première fois, l'Insee et le service statistique public retracent les trente ans de vie économique et sociale de la France.**

**Cet ouvrage inédit vise à éclairer les grandes évolutions économiques et sociales qui ont marqué la France depuis 1980. Il présente trois nouveaux éclairages :**

- **Avant et après les chocs pétroliers : l'économie française de 1949 à 2012**
- **Scolarisation et origines sociales depuis les années 1980 : progrès et limites**
- **Trois décennies d'évolutions du marché du travail.**

\*\*\*

**Trente ans de vie économique et sociale en France : principaux enseignements**

• **Économie**

- **Passées « les Trente Glorieuses », une croissance économique moins soutenue**

Depuis 1980, la croissance moyenne du PIB a été de +1,8% par an, contre +4,9% par an au cours des trente années précédentes. Le niveau de vie de la population a continué de s'améliorer, jusqu'à la crise récente, mais à un rythme moins soutenu qu'auparavant.

- **L'économie française de plus en plus mondialisée**

Entre 1968 et 1984, la part des échanges extérieurs dans le PIB augmente de 14% à 24%. En 2012, elle atteint 29%.

- **Recul de la part de l'industrie et de l'agriculture, forte croissance des activités de services**

La part des services marchands dans la consommation des ménages passe de 23% en 1980 à 30% en 2012. Pour les entreprises, la part des achats de services est passée de 20% à 31%. La montée en puissance de l'informatique et d'Internet est à l'origine d'une nouvelle économie numérique. L'emploi dans les activités informatiques a été multiplié par trois en 30 ans. En 2010, près d'un Français sur deux a déjà fait un achat en ligne.

• **Société**

- **La France gagne 10 millions d'habitants, l'espérance de vie de la population progresse**

L'espérance de vie à la naissance a progressé de 8,3 ans pour les femmes (84,9 ans en 2012) et de 6,5 ans pour les hommes (78,5 ans en 2012). L'avancée en âge des générations du baby-boom et de la baisse de la mortalité sont à l'origine du vieillissement de la population.

- **Les structures familiales évoluent**

En 1982, seuls 3% des enfants mineurs vivaient avec un couple non marié ; c'est un mineur sur cinq aujourd'hui. 8% des enfants mineurs vivaient dans une famille monoparentale en 1982, contre 18% aujourd'hui. Le nombre de mariages célébrés est passé d'environ 350 000 en 1980 à moins de 250 000 en 2012.

- **Une nette élévation du niveau d'éducation des jeunes générations**

Le taux d'accès au niveau du baccalauréat est passé de 34% à la rentrée 1980, à 79% en 2012. En période de chômage, le diplôme favorise plus encore l'insertion professionnelle des jeunes.

- **Transformations et féminisation du marché du travail**

La montée du chômage, de l'emploi salarié et le recul des contrats à durée indéterminée (de 94% à 87%) caractérisent l'évolution du marché du travail ces trente dernières années.

Autre transformation, le taux d'activité des femmes progresse en 30 ans : il passe de 57% en 1980 à 67% en 2012. Avec 3,9 millions d'actives supplémentaires, les femmes contribuent pour 84% à la hausse globale de la population active.

## Avant et après les chocs pétroliers : l'économie française de 1949 à 2012

### ▪ Une croissance du PIB tendanciellement plus faible

Après une croissance moyenne de 5,3 % par an entre 1949 et 1974, le rythme de progression du produit intérieur brut (PIB) en volume baisse nettement. De 1974 à 2007, la croissance ne s'élève qu'à 2,2 % par an en moyenne. Entre 2007 et 2012, années marquées par une récession d'ampleur sans précédent, la croissance annuelle moyenne du PIB est même proche de zéro (+ 0,1 %).

### ▪ Fortes fluctuations du taux de marge des sociétés non financières (SNF) et ralentissement du pouvoir d'achat par unité de consommation

Le taux de marge des SNF connaît de fortes fluctuations au cours des 60 dernières années, baissant fortement lors des épisodes de récession. Aucun mouvement tendanciel ne se dégage toutefois.

Le pouvoir d'achat des ménages calculé par unité de consommation, très dynamique au cours des Trente glorieuses (+ 4,4 % en moyenne par an au cours des années 1960), pâtit ensuite fortement du ralentissement des gains de productivité horaire. Il stagne en moyenne sur les dernières années, marquées par la récession de 2009.

### ▪ Une détérioration continue du solde des finances publiques

Alors que les comptes publics sont excédentaires ou proches de l'équilibre jusqu'en 1974, le solde est systématiquement négatif à partir de 1975. Il en résulte une forte croissance de la dette publique qui se traduit par un accroissement du poids des charges d'intérêt : aussi les finances publiques restent-elles déficitaires même lorsque le solde primaire redevient positif à la faveur d'une conjoncture économique plus favorable.

### ▪ 2009, une récession exceptionnelle

Contrairement à ce qui avait été observé lors des précédentes récessions (1975 et 1993), la croissance ne redémarre que très lentement après la récession de 2009. Au 1er trimestre 2013, le PIB en volume demeure légèrement inférieur à celui atteint avant la récession au 1er trimestre 2008. La croissance du PIB est proche de zéro sur 2011-2012. La récession de 2009 apparaît encore plus atypique si l'on analyse l'évolution du solde des échanges de biens manufacturés : malgré l'atonie de la demande intérieure qui freine les importations, le solde des biens manufacturés demeure déficitaire à hauteur d'environ 1,5 % du PIB cinq années après l'entrée en récession.

## Scolarisation et origines sociales depuis les années 1980 : progrès et limites

### ▪ Les réformes de l'enseignement expliquent les fluctuations de la durée de la scolarisation

De 1985 à 1996, l'espérance de scolarisation à 15 ans a augmenté dans le secondaire et dans l'enseignement supérieur, passant, tous niveaux confondus, de 4,7 ans à 6,5 ans. Le collège unique (1975), la création du baccalauréat professionnel (1985) et l'objectif d'amener 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat (1989) ont mené plus de jeunes au lycée, favorisé leur accès au baccalauréat et généré ensuite plus d'étudiants.

Entre 1997 et 2008, la baisse des redoublements dans le secondaire a entraîné une diminution de la durée de la scolarisation. La durée des études dans le supérieur a quant à elle peu évolué de 1995 à 2008. De 2009 à 2011, la durée moyenne des études augmente de nouveau sous l'effet des réformes de la voie professionnelle et de l'enseignement supérieur (passage au cursus licence - master - doctorat).

### ▪ Plus de bacheliers, un baccalauréat diversifié mais des disparités sociales qui perdurent

Dans les années 1980, 30 % d'une génération était titulaire du baccalauréat. Cette proportion atteint 65 % en 2010. Le développement de l'accès au baccalauréat s'appuie sur une diversification de l'offre (baccalauréat technologique en 1968 et baccalauréat professionnel en 1985). Aujourd'hui, moins d'un bachelier sur deux est titulaire d'un baccalauréat général. L'écart de taux d'accès au baccalauréat selon la catégorie socioprofessionnelle du père s'est réduit au fil des générations, avec une très nette augmentation des bacheliers parmi les jeunes d'origine sociale défavorisée, mais il demeure important. Parmi les jeunes nés au milieu des années 1980, 55 % des enfants d'ouvriers ou d'employés ont eu le baccalauréat, contre 84 % des enfants de cadres ou de professions intermédiaires. Ces proportions étaient respectivement de 22 % et 63 % pour les générations nées 20 ans avant.

- **1,2 million d'étudiants en 1980, le double en 2011**

Conséquence de cette forte croissance du nombre de bacheliers, le nombre de jeunes qui étudient dans le supérieur a doublé en trente ans : il est passé de 1,2 million en 1980 à 2,3 millions au début des années 2010. Cette évolution s'est aussi accompagnée d'une diversification de l'offre de formation dans le supérieur. La part des étudiants en université est passée de 68 % en 1980 à 55 % en 2011, au profit des sections de technicien supérieur puis des écoles d'ingénieurs, de commerce, du paramédical et social.

- **Des études supérieures courtes (BTS-DUT) plus fréquentes pour les jeunes moins favorisés**

C'est dans les milieux sociaux les moins favorisés que l'accès à l'enseignement supérieur s'est le plus développé, réduisant ainsi les inégalités qui demeurent malgré tout très marquées. Parmi les enfants de cadres ou de professions intermédiaires âgés de 20 à 24 ans, il y a proportionnellement, deux fois plus d'étudiants (76 %) que parmi les enfants d'ouvriers du même âge (40 %). Ce rapport était de 3 pour les générations nées 25 ans avant (56 % contre 17 %). Cependant, les écarts pour l'accès à un diplôme de niveau au moins égal à bac + 5 demeurent.

Au fil du temps, les BTS attirent un peu plus les bacheliers de milieux favorisés, mais ils recrutent surtout les enfants d'ouvriers pour qui elles sont la voie d'accès à l'enseignement supérieur la plus fréquente.

### Trois décennies d'évolution du marché du travail

- **Hausse de la population active et changements de comportements d'activité**

En 2012, la France compte 6,2 millions d'actifs de plus qu'en 1975 ayant entre 15 et 64 ans. La population des personnes de 15 à 64 ans a progressé de 32,2 à 40,0 millions et leur taux d'activité est passé de 69 % à 71 %. Cependant, cette évolution globale masque de fortes disparités selon le sexe et l'âge.

Le taux d'activité des femmes de 15 à 64 ans est passé de 53 % en 1975 à 67 % en 2012, alors que celui des hommes chutait de 84% à 75%. Les femmes représentent en 2012 presque la moitié des actifs contre 39 % en 1975.

Les comportements ont évolué différemment selon l'âge. Le taux d'activité des 15-24 ans a d'abord baissé sous l'effet de la démocratisation scolaire, avant de se stabiliser au milieu des années 1990, voire de légèrement remonter. L'activité des personnes de 50 à 64 ans a reculé durant les années 1980, du fait de l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans et des possibilités accrues de départ en préretraite ou d'autres dispositifs de cessation d'activité, mais remonte depuis le milieu des années 1990.

- **Émergence des temps partiels et des contrats précaires**

Le travail à temps partiel s'est fortement développé, surtout pour les femmes. Parmi celles qui travaillent, 30 % sont à temps partiel en 2012 contre 16 % en 1975. Près d'une femme à temps partiel sur trois souhaiterait travailler plus.

Les contrats de travail temporaire sont de plus en plus nombreux, tout particulièrement chez les jeunes. Ainsi, en 2012, 52 % des salariés de 15 à 24 ans sont en CDD, en intérim ou en apprentissage. Ils étaient 18 % en 1982.

Entre 1975 et 2012, le chômage a connu dix ans de hausse puis des fluctuations entre 7,4 % et 10,7 %. Si les taux de chômage masculin et féminin se rapprochent, les différences par âge sont de plus en plus marquées. Le taux de chômage des 15-24 ans est ainsi passé de 6,8 % en 1975 à 23,9 % en 2012. Depuis 1982, ce taux n'est jamais retombé en dessous de 15 %.

- **Des situations très contrastées selon le diplôme et la qualification**

Parmi les personnes de 25 à 49 ans, le taux d'emploi de celles ayant un niveau Bac+2 est le plus élevé et augmente tendanciellement depuis 30 ans. À l'inverse, celui des personnes sans diplôme ou avec le certificat d'études est le plus faible et baisse régulièrement sur longue période.

Les inégalités face au chômage sont aussi manifestes. Ainsi, le taux de chômage des cadres en 2012 est le même qu'au milieu des années 1980, tandis qu'il a légèrement augmenté pour les professions intermédiaires. Les ouvriers qualifiés et les employés ont des taux de chômage plus élevés et plus volatils. Celui des ouvriers non-qualifiés est le plus élevé et suit une nette tendance à la hausse.

### ▪ **Les contrats aidés, une réponse des pouvoirs publics à la dégradation du marché du travail**

Face à la montée du chômage, les pouvoirs publics ont créé différents contrats aidés. La massive et régulière montée en charge du recours à ces contrats durant les années 1990 a conduit à plus de 800 000 bénéficiaires à la fin de cette décennie. Depuis, les contrats aidés ont fortement reflué (moins de 300 000 en 2012), tout particulièrement dans le secteur marchand.

En raison d'effets d'aubaine, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés ne correspond pas au nombre d'emplois effectivement créés. Les créations d'emploi liées aux contrats aidés sont surtout portées par le secteur non marchand. Elles ont atteint un maximum d'environ 500 000 emplois créés en 2000 et sont autour de 200 000 en 2012.

### **Les autres études disponibles dans l'Insee Références**

#### ▪ **De l'exploitation familiale à l'entreprise agricole**

Les trente dernières années s'inscrivent dans la lignée des trente précédentes : le nombre d'exploitations s'est réduit fortement et une part croissante de la population est le fait de grandes unités spécialisées ; la population agricole a diminué, le salariat s'est substitué en partie à la main-d'œuvre familiale, les chefs d'exploitation sont de plus en plus diplômés. La baisse relative des prix agricole a incité les producteurs à adopter des modes de production plus efficaces, ce qui a permis d'accroître le volume de production jusqu'aux années 2000. La politique européenne, en soutenant certaines productions plus que d'autres, a modelé le paysage agricole. Les grandes cultures, plus rentables que l'élevage, ont eu tendance à prendre la place des prairies naturelles. L'élevage bovin a été profondément restructuré par ces réformes.

#### ▪ **Retour vers le futur : trente ans de projections démographiques**

La démographie française a connu plusieurs infléchissements ou ruptures de tendance au cours des dernières décennies. Ceux-ci se sont répercutés sur les hypothèses et les résultats des projections démographiques régulièrement produites par l'Insee. Au début des années 1980, l'ensemble des données disponibles laissaient attendre un arrêt assez rapide de la croissance de la population française : chute de la fécondité, forte réduction des flux migratoires, ralentissement des gains d'espérance de vie. Cette perspective d'un retournement de la population s'est progressivement éloignée au cours des trente dernières années qui ont suivi. Le vieillissement de la population n'a, lui, jamais été infirmé au cours du temps même si le discours sur les causes de ce vieillissement a, lui, légèrement évolué. L'effet prépondérant de l'allongement de la durée de la vie a été réaffirmé au cours des exercices de projection successifs.

### **Une trentaine de fiches thématiques et des séries longues sur insee.fr**

Elles complètent ces analyses et fournissent les chiffres essentiels, commentés et illustrés, sur les thèmes suivants : **population et territoires, emploi et revenus, conditions de vie et société, économie et finances, système productif.**



### **Accédez sur insee.fr aux séries longues par thème**

Parallèlement à la parution de l'Insee Références « Trente ans de vie économique et sociale », l'Insee enrichit l'accès aux données sur longue période sur son site Internet en :

- reprenant dans la partie « Thèmes » d'insee.fr des séries longues de l'Insee Références, tout en offrant plus d'antériorité des données lorsque que c'est possible ;
- proposant des graphiques et une documentation accessible à un public non expert, un tableau des données et un fichier à télécharger.

Ces nouvelles pages Web d'insee.fr sont bilingues français / anglais.

Les séries présentées seront mises à jour régulièrement au cours des années à venir.

#### **Comment se procurer l'ouvrage :**

**Pour les journalistes :** l'ouvrage est disponible au Bureau de presse de l'Insee :  
Tél : 01 41 17 57 57 ou [bureau-de-presse@insee.fr](mailto:bureau-de-presse@insee.fr)

**Pour vos lecteurs :**

Cet ouvrage est disponible, dès levée d'embargo, gratuitement sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) - rubrique [Publications et services](#)

Il peut être également acheté en ligne : [www.webcommerce.insee.fr](http://www.webcommerce.insee.fr) et chez les libraires.

Service de presse de l'Insee

Tél : 01.41.17.57.57

Fax : 01.41.17.68.95

[bureau-de-presse@insee.fr](mailto:bureau-de-presse@insee.fr)

